

Bulletin d'histoire politique

De la pertinence de l'histoire politique. Retour sur l'Affaire Bastien

Michel Sarra-Bournet



Volume 22, Number 1, Fall 2013

L'incendie du parlement à Montréal : un événement occulté

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1018816ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1018816ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Sarra-Bournet, M. (2013). De la pertinence de l'histoire politique. Retour sur l'Affaire Bastien. *Bulletin d'histoire politique*, 22(1), 7–9.
<https://doi.org/10.7202/1018816ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

De la pertinence de l'histoire politique. Retour sur l'Affaire Bastien

MICHEL SARRA-BOURNET

Depuis 2006, le Québec a été traversé par tant de débats au sujet de l'histoire qu'on ne peut pas s'empêcher de conclure qu'il s'agit d'une question délicate, au cœur même de son identité. Le nouveau programme d'histoire « nationale » de 3^e et 4^e secondaire, la célébration des 400 ans de la Ville de Québec, la commémoration de la Bataille des Plaines d'Abraham, la murale BMO, le Moulin à paroles, les rapports Lavallée, Laporte et Bédard-D'Arcy sur l'enseignement de l'histoire du Québec du secondaire à l'université, la monarchie et la Guerre de 1812, la transformation du Musée de la civilisation en un Musée canadien de l'histoire, l'étude du Comité du Patrimoine canadien sur l'enseignement de l'histoire dans les écoles canadiennes et plus récemment la décision d'Ottawa d'allouer 12 millions dans la promotion de l'histoire canadienne, le nouveau cours obligatoire d'histoire du Québec dans les cégeps, tous ces sujets ont fait couler beaucoup d'encre. Qu'ont-ils en commun ? Ils touchent à l'histoire politique.

Pourquoi tant de passion ? Pendant qu'Ottawa veut accorder des bourses aux enseignants et étudiants qui manifesteront un intérêt pour la célébration de l'histoire du Canada, au Québec, on craint l'instrumentalisation de l'histoire politique du Québec. D'où les procès d'intention qui ont été lancés de part et d'autre : quiconque veut passer sous silence les grands événements politiques est accusé d'être cryptofédéraliste. Au contraire, ceux et celles qui plaident pour une histoire « nationale » voudraient relancer la quête pour l'indépendance. Pour éviter de rouvrir des plaies encore douloureuses, de relancer de « vieilles chicanes », comme certains qualifient la question nationale, pourtant non résolue, on plaide pour « laisser cela aux historiens », qui vont en débattre entre eux, dans des séminaires ennuyeux auxquels le grand public n'a pas accès.

C'est ainsi qu'après la parution fracassante en avril dernier de *La Bataille de Londres* par Frédéric Bastien¹, qui est l'historien québécois dont on a parlé le plus au cours des dernières décennies, le Québec est rapidement passé à autre chose. Cet autre épisode des querelles autour de la mémoire nous permet de revenir sur certaines questions importantes : la pertinence de l'histoire politique, le rôle des historiens dans le Québec d'aujourd'hui et la place de l'histoire nationale dans nos écoles.

Après avoir régné en maître avec l'histoire religieuse, l'histoire politique traditionnelle a été décriée en raison de son caractère hagiographique et superficiel. Elle a ensuite été marginalisée, ici comme ailleurs, victime de l'émergence de l'histoire sociale et de l'histoire culturelle maintenant en vogue chez les chercheurs universitaires. Elle a même failli disparaître en tant que champ autonome du savoir, comme « angle d'entrée de la réalité sociale », pour reprendre le langage des programmes d'étude. Les historiens embauchés dans les institutions d'éducation supérieure se sont repliés sur l'étude de phénomènes larges, transversaux, communs aux sociétés occidentales, aidés en cela par la mondialisation qui les a conduits à inscrire le Québec dans une histoire-monde où l'on perd de vue ses caractéristiques particulières.

L'histoire politique, dit-on, peut très bien être traitée par le biais du social et du culturel. C'est oublier que la politique (les partis), le politique (le pouvoir) et les politiques (l'État) sont des phénomènes dotés de leur logique propre et qu'ils méritent d'être abordés directement. En France, écrit Jean-François Sirinelli, « l'histoire de l'État, notamment, est en voie de profond renouvellement, l'histoire de la démocratie s'est aussi revivifiée et l'histoire des partis s'est enrichie de nouvelles approches »². Ce renouveau est en cours au Québec aussi, mais il se bute à maintes résistances.

Pourtant, au moment où la démocratie est en déliquescence, les Québécois-es ont plus que jamais besoin d'histoire politique. Même qu'ils en réclament. Mais trop d'historiens, terrés dans leur tour d'ivoire, se contentent d'écrire dans des revues scientifiques qu'eux seuls lisent. Il fut un temps où des universitaires, techniciens, experts et autres intellectuels participaient au débat public. Comment expliquer la quasi-absence d'historiens et d'historiennes pour commenter l'ouvrage de Frédéric Bastien ? Maintenant, on ne trouve guère pour expliquer l'actualité que des comptables lors des discours du budget, ou des sondeurs les soirs d'élection. Où sont les Michel Brunet, Léon Dion et Jean-Charles Falardeau d'aujourd'hui ? Comment le public peut-il juger des grandes questions de société alors que toute l'expérience acquise pendant les siècles passés à bâtir ce pays est reléguée aux oubliettes ?

N'est-il pas paradoxal que les partisans du programme de formation en « histoire et éducation à la citoyenneté », qui vise à développer des compétences citoyennes à l'aide d'incessants va-et-vient entre le présent et le

passé, ne se soient pas levés pour applaudir au travail d'un historien comme Frédéric Bastien, qui nous permet de rendre intelligibles les enjeux politiques contemporains ?

Qui a peur de l'histoire politique ?

Le débat des dernières années au sujet de l'histoire enseignée dans les écoles nous apporte un élément de réponse. Beaucoup veulent que l'on continue d'y enseigner une histoire nationale, celle d'une nation définie en fonction des frontières de l'État. Une histoire d'abord, mais pas exclusivement, politique. D'autres au contraire craignent que l'histoire nationale ne se transforme en histoire nationaliste, c'est-à-dire qu'elle cherche des arguments pour soutenir une idéologie ou un projet politiques. Cette crainte renforce un courant « post-national » déjà inscrit dans les tendances récentes de l'histoire savante. Or l'école ne doit pas servir uniquement à former des citoyens tolérants dans une société pluraliste, mais à leur intégration dans la communauté nationale. Quel sens donner à la monarchie, à la minorisation du Québec, aux batailles fédérales-provinciales, à la lutte pour le français, au modèle québécois, sans recourir aux sources ?

En dépit de leur devise qui célèbre la mémoire, c'est l'oubli qui caractérise maintenant la relation qu'entretiennent les Québécois-es avec leur passé. Les étudiants arrivent aujourd'hui dans nos universités avec un faible degré de connaissances des études politiques, par comparaison à la génération précédente. Qui, aujourd'hui, maîtrise suffisamment la question constitutionnelle pour juger adéquatement de l'importance des révélations faites par Frédéric Bastien sur les circonstances du rapatriement de la constitution ? Combien parmi nos concitoyens sont à même de comprendre l'ampleur de la crise que connaît actuellement notre démocratie ? Le déclin de l'histoire politique y est pour quelque chose.

Dans la lutte qui oppose ceux qui veulent se souvenir à ceux qui veulent oublier, ce sont ces derniers qui l'emportent actuellement. Au moment où il y a de plus en plus de cours sur le Québec à travers le monde, et qu'on recense 3 000 « québécoisistes » répartis dans 82 pays, la quasi-disparition des spécialistes de l'histoire politique dans nos universités s'accompagne d'un rétrécissement de la place accordée aux études québécoises dans toutes les disciplines et à tous les niveaux. Redonner à l'histoire politique ses lettres de noblesse est un premier pas pour y remédier.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. *La Bataille de Londres. Dessous, secrets et coulisses du rapatriement constitutionnel*, Montréal, Boréal, 2013, 476 p.
2. *Désenclaver l'histoire. Nouveaux regards sur le vingtième siècle français*, Paris, CNRS éditions, 2013, p. 154.